

BRÈVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

N° 24 – du 8 juin au 15 juin 2023

ZOOM SUR : IRAK – ADOPTION PAR LE PARLEMENT DU BUDGET LE PLUS IMPORTANT DE L'HISTOIRE DU PAYS

Les députés irakiens ont adopté (228 sur 329 députés) le 12 juin le **budget le plus important de l'histoire du pays qui couvre les années fiscales 2023, 2024 et 2025**, après plusieurs mois de négociations sur fond de tensions au Parlement et entre Bagdad et Erbil.

Les dépenses totales s'élèvent, pour chacune des trois années, à 153 Mds USD, un niveau record et une progression de plus de 70% par rapport au budget 2021. Les dépenses de fonctionnement représentent

75% des dépenses totales (+66,8% par rapport à 2021), notamment attribuables aux embauches massives dans la fonction publique (autour de 7 à 800 000 embauches), à l'augmentation des salaires et à l'expansion des allocations sociales (système de retraite inclus). Si les dépenses d'investissement (25% des dépenses) sont en nette augmentation par rapport aux budgets précédents (+83,5%), elles restent sous-dimensionnées par rapport aux besoins de reconstruction du pays – et sont par ailleurs traditionnellement largement sous-exécutées. Pour chacune des trois années, les recettes attendues à hauteur de 103,5 Mds USD sont très peu diversifiées puisque composées à plus de 85% de revenus pétroliers (sur la base d'un baril à 70 USD et de 3,5 Mb/j exportés). Si les projections des revenus pétroliers semblent raisonnables pour l'année 2023, les revenus non-pétroliers paraissent quant à eux largement surévalués selon le FMI. Les déficits annuels prévus pour 2023, 2024 et 2025 atteignent ainsi des niveaux record à 49,5 Mds USD (+150% par rapport à celui de 2021).

Par ailleurs, le budget entérine l'accord conclu en avril 2023 entre Bagdad et Erbil clarifiant les responsabilités de chacune des parties dans la gestion des hydrocarbures kurdes, dont les ventes passeront désormais exclusivement par la compagnie pétrolière d'État irakienne (SOMO). En effet, les revenus tirés de la vente du pétrole kurde (400 000b/j) - ainsi que les autres revenus fiscaux non-pétroliers du Kurdistan - seront déposés sur un compte de la Banque centrale irakienne, dont Erbil pourra disposer, mais qui seront déduits des 12,67% de dépenses budgétaires revenant à la région autonome du Kurdistan.

Les effets combinés de l'expansion budgétaire, de la faible diversification des recettes fiscales et de la réévaluation du taux de change portent le seuil de rentabilité budgétaire du prix du pétrole à 96 USD le baril. Selon le FMI, à court terme, l'exécution budgétaire pourrait relancer l'inflation et la volatilité du marché des changes. À moyen terme, la poursuite des politiques expansionnistes en présence d'une incertitude quant à l'évolution des prix du pétrole feront peser des risques sur la stabilité macroéconomique du pays. Alors que le pays était depuis 2020 dans une trajectoire d'endettement baissière (dette publique à 43% du PIB fin 2022 contre 84% en 2020), l'orientation budgétaire prise désormais pour la période 2023-2025 pourrait conduire à des déficits croissants et peser sur la soutenabilité à moyen terme des finances publiques irakiennes, à moins d'un retour à la hausse durable des prix du pétrole.

LE CHIFFRE À RETENIR

+ 70%

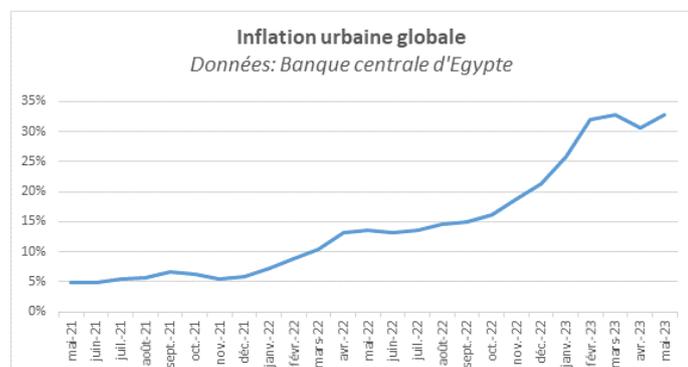
PROGRESSION DES DÉPENSES PAR
RAPPORT À 2021

Service Économique de Bagdad

ÉGYPTÉ

1. L'INFLATION ATTEINT UN NIVEAU RECORD EN MAI.

L'inflation urbaine a augmenté pour atteindre 32,8% en glissement annuel en mai contre 30,6 % le mois précédent. Après la légère baisse en avril, l'inflation s'établit à son plus haut niveau depuis juillet 2017. Tandis que le répit d'avril s'expliquait par un effet de base favorable et la stabilisation du taux de change USD-EGP, la hausse de l'inflation en mai est alimentée par les récentes décisions du gouvernement d'augmenter les prix du diesel et des produits de base subventionnés.



2. HAUSSE DES IMPORTATIONS D'OR.

Les égyptiens ont introduit plus de 194 kg d'or dans le pays suite aux annonces gouvernementales permettant aux ressortissants vivant à l'étranger de faire entrer en Égypte jusqu'à 150 grammes d'or. L'assouplissement des règles douanières a permis la stabilisation du marché de l'or, valeur refuge pour se protéger de la dévaluation de la livre égyptienne. Le prix de l'or 21 carat a augmenté de 50 % depuis le début de l'année pour atteindre 2 560 EGP / gramme.

3. CONCLUSION D'UNE SÉRIE DE PROTOCOLES D'ACCORD ENTRE L'ÉGYPTÉ ET L'IRAK.

Le Président de la République Abdel Fattah El Sissi a reçu le 13 juin le Premier Ministre irakien Shii'a al-Sudani à l'occasion de la réunion du haut comité égypto-irakien. Les deux pays ont signé 11 protocoles d'accord dans différents domaines, dont l'un entre la Banque Centrale irakienne et l'Agence égyptienne pour le développement des PME (MSMEDA), un autre des MoU pour la reconstruction de l'Irak et la coopération bilatérale dans différents domaines (tourisme, travail, sport, jeunesse, administration publique...) ainsi que pour le renforcement de

l'accord tripartite d'interconnexion électrique entre l'Irak, l'Égypte et la Jordanie. Ces accords comprennent enfin un pacte visant à aider l'Irak à remplir les conditions techniques pour rejoindre l'Organisation Mondiale du Commerce.

4. SIGNATURE D'UN DE FINANCEMENT DE 460 M\$ ENTRE LA CORÉE DU SUD ET L'ÉGYPTÉ POUR LA FOURNITURE DE 320 WAGONS POUR LE MÉTRO DU CAIRE.

La ministre égyptienne de la Coopération internationale Rania el-Mashat et l'ambassadeur de Corée du Sud en Égypte Kim Yong-Hyun ont signé un accord de financement d'une valeur de 460 M USD portant sur un projet de production en Égypte et de fourniture de 320 wagons destinés aux lignes 2 et 3 du métro du Caire. Cet accord s'inscrit dans une coopération entre la Compagnie nationale égyptienne des industries du rail et le fabricant coréen Hyundai Rotem au sein de la Zone économique du Canal de Suez (SCZone). Le financement est assuré par le Fonds coréen de coopération au développement économique (EDCF) de la Banque d'import-export de Corée. Pour rappel, les deux pays avaient signé en novembre 2021 un protocole d'accord de 650 M USD pour localiser la production de matériel roulant en Égypte. En août 2022, l'Autorité égyptienne des tunnels (NAT) avait déjà signé un accord de 656 M USD avec le fabricant coréen Hyundai Rotem.

5. ATTRIBUTION D'UN TERRAIN POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UN MEGA PARC ÉOLIEN.

Le consortium formé par la société énergétique émiratie Masdar, Hassan Allam Utilities, filiale du groupe égyptien Hassan Allam Holding, et Infinity Power, ont signé un accord d'attribution de terrain avec le gouvernement égyptien pour la construction d'un parc éolien de 10 GW à Sohag en Haute Égypte. Cet accord intervient huit mois après que le consortium ait signé un protocole d'accord pour le projet en marge de la COP27. Pour mémoire, le parc éolien devrait être l'un des plus grands au monde avec un coût estimé à 10 Mds USD et une production de 47,7 millions de GWh d'énergie propre par an. La première phase du projet devrait être opérationnelle d'ici quatre ans, a déclaré le PDG de Masdar, Mohamed Jameel Al Ramahi.



IRAK

1. RÈGLEMENT DES ARRIÉRÉS POUR LA FOURNITURE DE GAZ IRANIEN.

Alors que l'Iran est sous sanctions secondaires américaines depuis 2018, l'Irak bénéficie d'exemptions renouvelées à intervalles irréguliers pour autoriser ses importations énergétiques en provenance d'Iran. **L'Irak a ainsi obtenu la semaine passée une nouvelle dérogation de la part des Etats-Unis lui permettant de débloquer 2,76 Mds USD pour payer ses dernières importations énergétiques en provenance d'Iran.** Les sommes dues sont hébergées sur un compte à la *Trade Bank of Irak* (TBi). Les montants seraient dédiés à l'achat par l'Iran de produits agro-alimentaires et pharmaceutiques, notamment au bénéfice des iraniens qui feront le prochain pèlerinage annuel du Hadj en Arabie saoudite.

Pour mémoire, l'Irak importerait d'Iran en moyenne 20 Mds m³ (hiver) et 50 Mds m³ (été) de gaz naturel quotidiennement, en plus de 1,2GW d'électricité directement injectée via trois lignes d'interconnexion (Khorramchahr-Bassorah, Karkha-Amarah, Mersad-Diyala). En moyenne annuelle, 28% de l'électricité en Irak dépendrait ainsi de manière directe ou indirecte des approvisionnements iraniens. L'apport iranien pourrait représenter jusqu'à 40% en périodes de pic de consommation.

2. OUVERTURE PROCHAINE DU 1^{ER} HYPERMARCHÉ CARREFOUR À BAGDAD.

Le groupe émirati Majid Al Futtaim, détenteur exclusif de la franchise Carrefour au Moyen-Orient, a annoncé l'ouverture du premier hypermarché Carrefour à Bagdad. Celui-ci ouvrira dans le centre commercial d'Al Jadriya (en cours de construction) d'ici la fin de l'année 2023. Pour mémoire, Carrefour, via le groupe émirati, est déjà très présent au Kurdistan et vient d'ouvrir en mars dernier un établissement à Kirkuk.

IRAN

1. DÉFICIT DE 12 GW DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ EN MAI.

Selon le Ministre de l'Énergie, le déficit de puissance au pic s'est élevé à 12 GW alors que **la puissance nominale installée est passée de 88,2 à 91 GW** (+3,2%

en g.a.) à la fin du mois d'Ordibehesht (mai 2023). **La puissance mobilisable du réseau au pic pour le mois précité n'aurait été que de 72,8 GW** (+7,0% en g.a.). Les trois provinces présentant la plus forte hausse de consommation sur la période auraient été Kermânchâh, le Kurdistan et l'Illam.

2. NOMINATION D'UN NOUVEAU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DU COMMERCE.

Le mardi 16 juin 2023, le Madjles a voté la confiance à M. Abbas Aliabadi pour le poste de Ministre de l'Industrie, des Mines et du Commerce. Diplômé en génie mécanique de l'Université Sharif, M. Aliabadi est titulaire d'un doctorat de l'université Khajeh Nasir Toosi et professeur à l'Université Imam Hossein (affiliée à l'IRGC). Membre des Gardiens de la révolution, M. Aliabadi a occupé des fonctions au sein du Ministère du Jihad agricole avant de devenir président de l'Université Malek Ashtar (affiliée au ministère de la défense), puis Vice-Ministre de l'Énergie durant le premier mandat du président Ahmadinejad (2005-2009). Depuis 2009, il était directeur-général du groupe MAPNA. Sous sa direction, les domaines d'activité du groupe, initialement centrés sur le génie civil, les turbines et les chaudières industrielles, se sont élargis au ferroviaire, aux hydrocarbures, aux énergies renouvelables, à la santé, aux voitures électriques et à l'exploitation satellitaire. Durant cette période, MAPNA a eu divers partenaires étrangers tels que Siemens (production d'électricité, santé), Alstom, BOMBARDIER, Faiveley Transport, KraussMaffei et Ferrovie dello Stato (secteur ferroviaire).

3. BAISSÉ DE 17% DES EXPORTATIONS VERS LES PAYS VOISINS.

Selon l'Administration des douanes, au cours des deux premiers mois de l'exercice 2023/24, les échanges commerciaux hors pétrole avec les pays voisins auraient été ramenés de 8,3 à 7,4 Mds\$ (-10,8% en g.a.), dont 3,7 Mds \$ pour les exportations **(-17% en g.a.)** et 3,7 Mds \$ pour les importations (+2% en g.a.). Durant cette période, l'Irak avec 1,2 Md\$ (-6,5% en g.a.), la Turquie avec 0,8 Md\$ (+9,0% en g.a.) et les Émirats Arabes Unis avec 0,7 Mds\$ (-50% en g.a.) auraient été les premières destinations des produits iraniens. Les Émirats Arabes Unis avec 2,3 Mds\$ (+2,5% en g.a.), la Turquie avec 0,8 Md\$ (-0,2% en g.a.) et la Russie avec 0,2 Md\$ (-16% en g.a.) auraient été les trois premiers fournisseurs de biens du pays.



ISRAËL

1. LE MINISTÈRE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT RETIRE LA LOI SUR LE CLIMAT.

Une version ambitieuse de la loi sur le climat prévoyait la baisse des émissions de gaz à effet de serre de 50% d'ici à 2030. Toutefois, le ministère des Finances s'y est opposé et le projet de loi a été retiré. Le ministère des Finances a exigé que l'objectif soit modestement fixé à -27%, dans la continuité de la loi adoptée en première lecture pendant la législature précédente. Il s'agit d'éviter de mettre l'État en situation d'être poursuivi si l'objectif n'était pas atteint. À ce jour, Israël n'a pas de plan définitif ni de budget déterminé pour atteindre ses objectifs de transition écologique. La loi sur le climat ne définit non plus la feuille de route et le budget du ministère de l'Environnement devrait baisser.

2. EXCÉDENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS AU 1^{ER} TRIMESTRE 2023.

L'excédent de la balance des paiements s'est établi à 5,9 Mds USD au premier trimestre de l'année, soit une augmentation de 34% par rapport à la même période de l'année précédente. Inversement, le bilan de la balance des biens et services s'est établi à +3,7 Mds USD, soit une baisse de 25% par rapport au T1 2022.

3. ANNÉE RECORD EN PERSPECTIVE POUR LE TRAFIC PASSAGERS À L'AÉROPORT DE TEL AVIV.

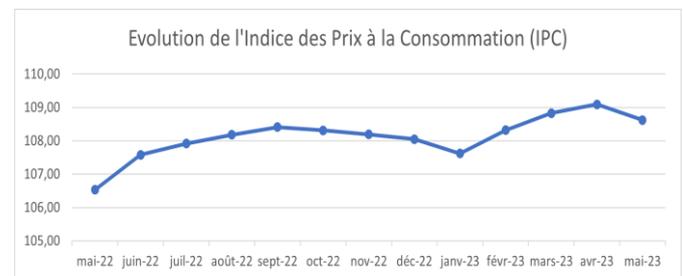
Selon une estimation, de juin à octobre 2023, plus de 9,2 M de passagers transiteront par l'aéroport international Ben Gurion. Dix ans après la signature de l'accord « open skies » avec l'Union Européenne et deux ans après la signature des accords d'Abraham, deux jalons historiques dans le développement des relations aériennes d'Israël, le transport aérien à Ben Gurion devrait dépasser de 9% le montant record de passagers enregistrés en 2019 : 25 M de passagers. L'aéroport est saturé.

JORDANIE

1. RALENTISSEMENT DE L'INFLATION EN MAI.

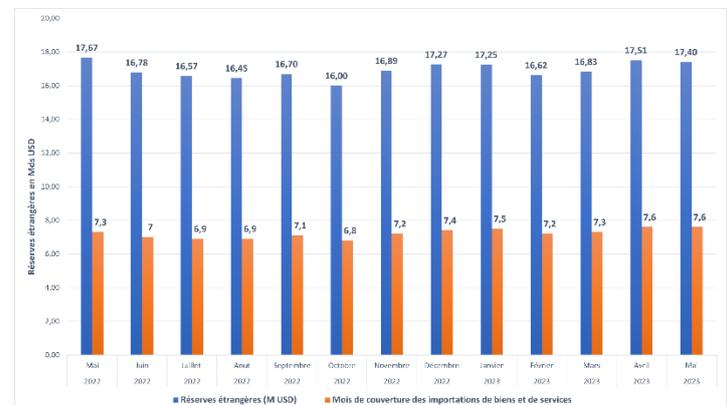
Selon les chiffres publiés par le DoS et calculé en glissement annuel (g.a.), le taux d'inflation s'est élevé à 1,96 % à la fin du mois de mai 2023 par rapport au même mois de 2022. L'Indice des Prix à la

Consommation (IPC) a atteint 108,62 en mai 2023 contre 106,53 en mai 2022. Ce niveau d'inflation résulte principalement de l'augmentation des prix des catégories : « loyers » (+5,17 %), « transports » (+2,45 %), « produits laitiers et œufs » (+7,56 %), « santé » (+6,18 %) et « culture et loisirs » (+9,27 %). Calculé en moyenne, le taux d'inflation s'élève à 3,36% sur les cinq premiers mois de 2023 par rapport à la même période de 2022. Parmi les contributions les plus importantes à cette augmentation, on retrouve les catégories « loyers » (+5,17 %), « combustibles et l'éclairage » (+18,40 %), « transports » (+3,14 %), « produits laitiers et œufs » (+8,59 %), « santé » (+6,50 %).



2. LÉGÈRE BAISSÉ DES RÉSERVES EN DEVISES À FIN MAI.

Selon la Banque Centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change connaissent une baisse de -0,6 % sur une base mensuelle à fin mai 2023. Elles sont évaluées à 17 399,3 M USD soit une hausse de 132,4 M USD par rapport à fin 2022 où elles avaient atteint 17 266,9 M USD. Selon les données de la CBJ, les réserves sont suffisantes pour couvrir 7,6 mois d'importations de biens et de services en Jordanie (contre 7,4 fin décembre 2022).



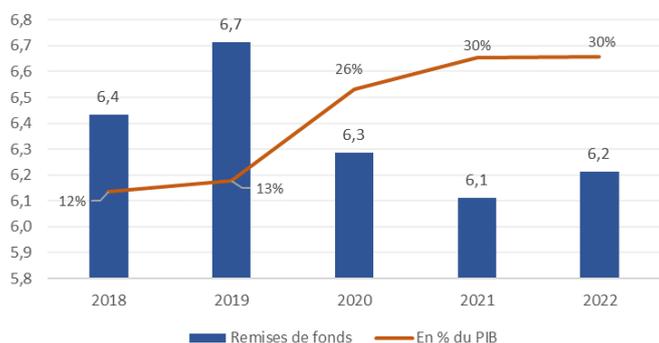


LIBAN

1. LES TRANSFERTS DE FONDS REPRÉSENTERAIENT 38% DU PIB EN 2022.

Dans un [rapport](#) publié le 8 juin, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) estime que les envois de fonds ont représenté 38 % du PIB libanais en 2022 (contre 15% en 2019), soit un des ratios les plus élevés au monde. La Banque du Liban estime quant à elle les envois de fonds à 30% du PIB en 2022. Bien que la valeur des transferts soit restée stable, se situant entre 6 et 7 Mds USD, leur utilisation a évolué. Avant la crise, la majorité des familles bénéficiaires des envois de fonds les utilisaient pour les dépenses liées à la santé ou à l'éducation. À présent, **la grande majorité de ces fonds est consacrée à l'achat de produits de première nécessité**, plutôt qu'à des investissements dans le capital humain. Parallèlement, le nombre de ménages recevant des transferts a augmenté. Les pays du Golfe sont la principale source d'envois de fonds au Liban (48 % du total), suivis par l'Amérique du Nord (16 %), l'Europe de l'Ouest (14%) et l'Afrique (14%). Le coût d'un transfert d'argent vers le Liban s'élève à 10,8 %, nettement au-dessus de la moyenne mondiale de 6 %. Cette situation encourage l'utilisation de canaux informels, avec 70 % des envois de fonds effectués en espèces en 2021.

Remise de fonds vers le Liban (en Mds USD)



Source : Banque du Liban

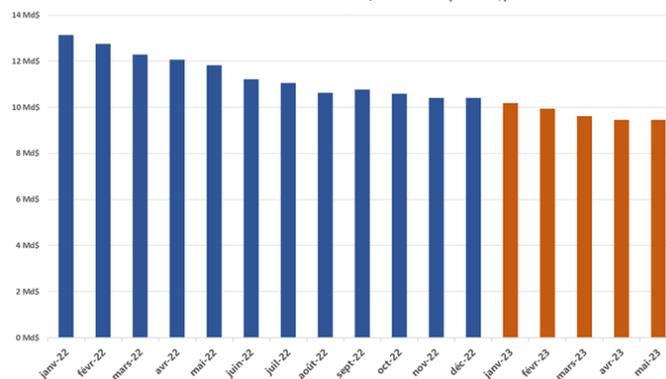
(Estimations du SER pour 2022 à partir des données de la Bdl)

2. LES RÉSERVES EN DEVICES DE LA BANQUE DU LIBAN S'ÉLÈVENT À 14,5 MDS \$ FIN MAI 2023.

Le bilan mensuel de la Banque du Liban (BdL) montre que ses actifs en devises ont atteint 14,5 Mds USD à la fin mai 2023, soit une baisse de 800 M USD (-5,3 %) par rapport à la fin 2022, et une baisse de 1,6 Md USD (-11 %) par rapport à avril 2022. Les actifs en devises

étrangères comprennent 5 Mds d'*Eurobonds* (sur lesquels le Liban a fait défaut en mars 2020). Les réserves de change de la BdL hors *Eurobonds* s'élèveraient donc à 9,7 Mds USD au 30 mai 2023, soit une baisse de 3,4 Mds USD (-26 %) par rapport à janvier 2022, et une baisse de 500 M USD (-5%) par rapport à janvier 2023. La baisse tendancielle des réserves brutes en devises de la BdL s'explique notamment par l'alimentation de la plateforme *Sayrafa* en dollars. Toutefois, à titre indicatif, le volume total de dollars échangés sur la plateforme *Sayrafa* a atteint 1,5 Md USD au cours des deux dernières semaines de mai 2023, alors que les actifs étrangers de la BDL n'ont diminué que de 98,5 M USD au cours de la même période.

RÉSERVES EN DEVICES DE LA BANQUE DU LIBAN (EN Md \$)



PALESTINE

1. L'AUTORITÉ MONÉTAIRE PALESTINIENNE (PMA) PUBLIE SON RAPPORT ANNUEL POUR 2022.

La PMA a publié son rapport économique pour l'année 2022. Elle anticipe un nouveau ralentissement de l'économie palestinienne, et estime que la croissance sera d'environ 3% en 2023, contre 3,9% en 2022 et 7% en 2021. Le taux d'inflation devrait rester maîtrisé à 3,7 % en 2023. **Le PIB de la Palestine en 2022 était d'environ 15,6 Mds USD.** Le PIB par habitant a atteint 3 000 dollars à prix constants en 2022 (+1,2 % par rapport à 2021). En dépit d'une amélioration notable des recettes publiques de 18 %, la situation budgétaire reste fragile et insoutenable, avec un déficit total équivalant à environ 2,7 % du PIB et l'accumulation de nouveaux arriérés de paiement du gouvernement vis-à-vis du secteur privé (banques et fournisseurs).



SYRIE

1. LES PRODUITS PÉTROLIERS DOMINENT LES IMPORTATIONS SYRIENNES CES DERNIÈRES ANNÉES.

Au cours des dernières années, les produits pétroliers ont joué un rôle significatif dans les importations syriennes, selon les données du Bureau central des statistiques (CBS). En 2021, ils représentaient 49% des importations en valeur, contre 38% en 2020 et 39% en 2019 (les données pour 2022 ne sont pas encore disponibles). Les importations de produits pétroliers ont ainsi atteint en 2021 6,4 billions SYP (environ 3 Md USD). Le pétrole brut a généralement été la principale composante de ces importations, suivie de près par l'essence et le fioul. En termes de volumes, les importations de produits pétroliers sont restées relativement stables, oscillant entre 5 et 5,3 millions de tonnes sur la période. L'Iran est le fournisseur quasi-exclusif de la Syrie en produits pétroliers. Il convient de souligner que les données commerciales syriennes doivent être interprétées avec prudence, car elles sont exprimées en livres syriennes selon un taux de change moyen annuel et peuvent ne pas refléter la valeur réelle des transactions.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH